

## Les Nouvelles «Nucléaires»



29 janvier 2013 :

### **Batho et Montebourg en VRP du nucléaire à Vallourec**

En déplacement en Bourgogne à l'usine Vallourec, Arnaud Montebourg et Delphine Batho s'apprêtent à annoncer la création d'un fonds de plus de 150 millions d'euros pour les PME du nucléaire. Encore une fois, les deux ministres se posent en VRP du nucléaire, apportant un soutien à une énergie du passé au mépris des enjeux énergétiques actuels.

#### **Un soutien à une énergie dépassée**

Ce soutien d'Arnaud Montebourg et Delphine Batho se situe dans le droit fil de leurs nombreuses déclarations d'amour à l'atome exprimées ces derniers mois. Aveuglé sans doute par la forte présence d'entreprises nucléaire dans son fief électoral bourguignon, le ministre n'a d'yeux que pour une énergie en déclin dans le monde, qu'il cherche à porter à bout de bras au prix d'un favoritisme scandaleux. Quant à Delphine Batho, sa priorité en tant que ministre de l'environnement devrait être de voler au secours de la filière des renouvelables, qui a perdu plus de 15 000 emplois ces dernières années du fait d'un manque de soutien gouvernemental, et d'aider la France à rattraper son retard en ce domaine. Mais assurément pas d'apporter son appui à une filière industrielle dangereuse et polluante !

#### **Une bien curieuse façon de réduire la part du nucléaire**

Selon Arnaud Montebourg, ce fonds permettrait de créer près de 110 000 emplois, soit presque autant que le nombre d'emplois direct dans le nucléaire actuellement. Ce soutien à la filière montre bien le peu de cas que le gouvernement accorde à l'objectif affiché de réduire la part du nucléaire à 50% d'ici 2025. Il s'agit là d'aider les entreprises du nucléaire à se perpétuer et à grossir, alors que la priorité d'une "transition énergétique" sérieuse serait de préparer l'incontournable reconversion des travailleurs du nucléaire.

#### **Une nouvelle décision déconnectée du débat sur l'énergie**

Encore une fois, des décisions lourdes de conséquences, qui aboutissent à structurer sur le long terme les orientations industrielles, sont adoptées alors même qu'un débat sur l'avenir énergétique de notre pays est en cours. Ceci montre bien le caractère d'alibi de cette procédure, qui n'empêche pas le gouvernement de prendre les décisions qu'il souhaite en matière de politique énergétique.

## **Un soutien qui ne règlera pas les problèmes de sûreté**

C'est un fait : la sûreté nucléaire, aujourd'hui, ne fait que se dégrader. Les travailleurs du nucléaire font état des conséquences désastreuses d'une politique de rentabilité à tout prix. Mais on peut douter que la création de ce fonds change quoi que ce soit aux risques de cette industrie intrinsèquement dangereuse, surtout s'il ne s'agit que de soutenir des PME "prometteuses" sans remettre en question le système de la sous-traitance en cascade et les dégâts qu'elle engendre.

### **Contacts presse de la Fase:**

Laura Hameaux - 06 85 23 05 11 Marc Saint Aroman - 05 61 35 11 06

## **Une guerre au Mali et de l'uranium au Niger, des islamistes très utiles !!!**

par Stéphane Lhomme

Le 11 janvier 2013, l'armée française est intervenue au Mali à la suite de mouvements, vers Bamako, de groupes armés islamistes. Depuis des mois, ces derniers tiennent tout le nord du Mali et se seraient enhardis au point, nous dit-on, de vouloir occuper l'ensemble du pays.

Personne ne niera que ces groupes soient composés d'horribles individus qui, sous prétexte de convictions "religieuses", battent toute personne dont le comportement ne leur plaît pas, coupent les mains des voleurs (réels ou supposés), exécutent - en particulier des femmes - pour des broutilles ou même pour rien.

Pour autant, de la même façon qu'au moment de l'intervention militaire contre Kadhafi en Libye, il est insupportable de se retrouver sommé de soutenir une intervention militaire déployée par ceux qui sont largement responsables de la gravité de la situation.

Qui plus est, qui peut vraiment croire qu'il s'agit d'une opération "pour la démocratie au Mali" ?

Cela fait des décennies qu'elle est bafouée dans ce pays par des régimes corrompus, largement soutenus par la France. Alors, pourquoi cette subite urgence "démocratique" ?

De même, qui croira qu'il s'agit de "sécuriser la région" ? En réalité, il s'agit de sécuriser. L'approvisionnement des centrales nucléaires françaises en uranium : ce dernier est en effet extrait dans les mines du nord du Niger, zone désertique seulement séparée du Mali par une ligne sur les cartes géographiques.

A ce propos, on soulignera l'extrême perversité des ex-puissances coloniales qui ont jadis tracé des frontières absurdes, faisant fi de l'implantation des populations, et créant des pays aux contours bien curieux : le Niger et le Mali sont tous les deux en forme de sablier, une partie sud-ouest contenant la capitale, totalement excentrée et éloignée d'une immense partie nord-est, principalement désertique.

C'est ainsi que, pendant 40 ans, Areva (auparavant la Cogéma) a pu s'accaparer en toute tranquillité l'uranium nigérien dans ces mines situées à 500 kilomètres de la capitale et du fragile "pouvoir" politique nigérien.

Ces dernières années, des groupes armés se sont organisés dans cette région : des Touaregs, dépités d'être méprisés, déplacés, spoliés. Et des groupes plus ou moins islamistes, certains issus des anciens GIA qui ont semé la terreur en

Algérie, d'autres contrôlés par Kadhafi, et autonomisés suite à la disparition de ce dernier.

Des salariés d'Areva, cadres dans les sociétés d'extraction de l'uranium, ont été enlevés en septembre 2010 au Niger, transférés au Mali et retenus depuis. Puis, le 7 janvier 2011, deux jeunes français ont à leur tour été enlevés au Niger.

L'Observatoire du nucléaire a été une des rares voix à dénoncer (\*) l'opération militaire immédiatement lancée par les autorités françaises.

Ces dernières avaient en effet, de toute évidence, décidé de châtier coûte que coûte les preneurs d'otages, quitte à ce que cela se termine dramatiquement pour les deux jeunes otages. qui ont effectivement été tués dans l'opération. Ces deux jeunes ne travaillaient pas pour l'extraction de l'uranium mais, c'est évident, l'idée était de décourager d'éventuelles prochaines actions contre des salariés d'Areva.

Depuis, les mouvements Touaregs laïques et progressistes ont été marginalisés, en particulier par la montée en force du groupe salafiste Ansar Dine.

Puissant et lourdement armé, ce dernier s'est allié à AQMI (Al Qaeda au Maghreb Islamique), faisant courir un risque de plus en plus évident pour les activités françaises d'extraction de l'uranium au nord du Niger.

La France a soutenu avec la plus grande constance les gouvernements corrompus qui se sont succédé au Mali, aboutissant à un délitement total de l'État. C'est probablement cet effondrement qui a amené les groupes islamistes à s'enhardir et à avancer vers Bamako.

De même, la France a maintenu depuis 40 ans le pouvoir du Niger dans un état de faiblesse et de dépendance par rapport à l'ancienne puissance coloniale et son entreprise d'extraction de l'uranium, la Cogéma devenue Areva.

Alors que les dirigeants nigériens essaient tant bien que mal de contrôler ce que fait Areva, la France reprend totalement la main avec son intervention militaire.

Les récents mouvements des groupes islamistes n'ont effectivement fait que précipiter l'intervention militaire française qui était en préparation.

Il s'agit indéniablement un coup de force néocolonial, même si les formes ont été mises avec un opportun appel à l'aide du Président par intérim du Mali, dont la légitimité est nulle puisqu'il est en place suite à un coup d'État qui a eu lieu 22 mars 2012.

Précisons à nouveau que nous n'accordons pas le moindre crédit aux dangereux fondamentalistes qui sont aussi des trafiquants de drogue et d'armes et n'hésitent pas à blesser et tuer.

Par contre, nous refusons la fable de l'intervention militaire "pour la démocratie".

Ce prétexte a déjà beaucoup servi, en particulier lorsque les USA ont voulu mettre la main sur des réserves pétrolières, et le voilà encore de mise parce que la France veut assurer l'approvisionnement en uranium de ses réacteurs nucléaires.

Notons d'ailleurs que, à 27 000 euros l'heure de vol d'un Rafale, le tarif réel du courant d'origine nucléaire est encore plus lourd que ce que l'on pouvait craindre...

En conclusion, il est une nouvelle fois démontré que l'atome, et la raison d'Etat qui l'entoure, ne nuit pas seulement à l'environnement et aux êtres vivants mais aussi à la démocratie.

**Stéphane Lhomme**

le 22.11.2012



## **Le Grand Nord souillé pour des siècles par des déchets nucléaires**

Pierre Le Hir

Source : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr),

Fragilisé par le réchauffement, la pêche industrielle et le tourisme polaire, convoité pour les gisements de pétrole, de gaz et de minerais que recèle son sous-sol, déchiré par les nouvelles routes maritimes que va ouvrir la fonte des glaces, le Grand Nord, ce territoire précieux et vulnérable, porte aussi les stigmates de multiples pollutions. La contamination radioactive est l'une des plus préoccupantes. C'est ce que fait apparaître l'inventaire - le premier du genre - qu'a entrepris de dresser l'association de protection de l'environnement Robin des Bois.

En 2009, l'ONG française avait déjà répertorié 2 750 sites pollués par des produits chimiques. Cette fois, elle s'est attachée à des atteintes à l'environnement parfois plus diffuses, mais aussi plus durables. Deux années de travail ont été nécessaires pour collecter, auprès de scientifiques, d'associations environnementales et de services gouvernementaux, des données non exhaustives, surtout lorsqu'elles relèvent du domaine militaire. L'inventaire devrait être achevé au 1er semestre 2013, mais la très sérieuse revue Contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), en a déjà accueilli, dans son numéro de novembre, les premiers éléments. « Nous avons voulu avoir une vision circumpolaire de tous les sites pollués, explique Jacky Bonnemains, président de Robin des Bois. L'océan Arctique est un gigantesque vivier de poissons pour les populations indigènes qui s'en nourrissent et dont la santé est au premier chef menacée, mais aussi pour la planète, à laquelle il fournit, avec les eaux subarctiques, de 20 % à 30 % de ses ressources alimentaires marines. » Ce n'est pas le seul danger. La fonte de la banquise polaire et le dégel du permafrost, poursuit-il, vont « remobiliser des substances

radioactives» qui, jusqu'alors prisonnières des glaces, risquent de se disséminer dans les écosystèmes.

## **HÉRITAGE DE LA GUERRE FROIDE**

L'ONG a identifié, au-delà du cercle polaire arctique – ou, dans quelques cas, un peu plus au sud, les courants atmosphériques et marins poussant les dépôts vers le nord –, quelque 90 sites marqués par la radioactivité émise par des activités industrielles et militaires. La Russie en concentre plus de la moitié (50), notamment sur la péninsule de Kola et l'archipel de Nouvelle-Zemble. Les autres se répartissent entre la Norvège (25 dont 19 sur l'archipel de Svalbard), l'Alaska (8), le Canada (3), la Suède (3) et le Groenland (2). La Finlande n'en compte aucun et l'Islande n'a pas été étudiée.

"La pollution radioactive de l'Arctique ne vient pas seulement, comme on le pense parfois, de pays éloignés, par exemple des usines de retraitement de La Hague [Manche] ou de Sellafield [Grande-Bretagne], dont les rejets, transportés par les courants, peuvent se concentrer dans certaines zones, commente Miriam Potter, chargée de mission au sein de l'association. Elle est issue, en grande partie, d'activités menées sur place."

Bien souvent, il s'agit d'un héritage de la guerre froide. Sur l'archipel de Nouvelle-Zemble, les Soviétiques ont procédé, entre 1955 et 1990, à 138 essais nucléaires aériens, terrestres ou sous-marins, faisant notamment exploser, le 30 octobre 1961, la "Tsar Bomba", la plus puissante bombe à hydrogène de l'histoire (50 mégatonnes). L'océan servant à l'époque d'exutoire, ils ont sabordé au large de la même péninsule, en 1982, le sous-marin nucléaire K-27, qui gît toujours, par 33 mètres de fond, en mer de Kara. Dans les mers de Barents et de Kara ont été immergés, énumère Miriam Potter, «cinq réacteurs de sous-marins et de brise-glaces, une vingtaine de bateaux dont certains contenaient des matières radioactives, des centaines d'objets contaminés et 17 000 conteneurs de déchets nucléaires». Pour faire bonne mesure, un autre sous-marin, le K-159, y a coulé en 2003.

Le site d'Andreeva Bay, dans le nord de la péninsule de Kola, représente, pour Robin des Bois, un "cauchemar". L'Union soviétique y avait installé, dans les années 1960, trois piscines de refroidissement des combustibles usés provenant de sous-marins et de brise-glaces nucléaires. Des fuites se sont produites dans deux d'entre elles, provoquant une très forte contamination. Depuis, des entreposages à sec de 22 000 assemblages de combustibles ont été aménagés, dans des conditions très précaires.

## **CHUTE DE SATELLITE, CRASH DE BOMBARDIER**

Les Américains n'ont pas été en reste. Dans les années 1960, ils ont construit deux petits réacteurs nucléaires de 20 et 10 mégawatts, pour alimenter en électricité des bases militaires, à Fort Greely, en Alaska, et à Camp Century, dans le nord-ouest du Groenland. Le premier, victime de plusieurs accidents, a contaminé les cours d'eau, et les populations locales font aujourd'hui état de leucémies, malgré les démentis de l'administration américaine. L'exploitation du second aurait laissé dans les glaces "au moins 200 tonnes de déchets liquides". Les Etats-Unis ont aussi testé le comportement de radioéléments à Point Hope, dans le nord-ouest de l'Alaska.

Ce n'est pas tout. De 1930 à 1962, le Canada a exploité, autour du grand lac de l'Ours, des mines de radium puis d'uranium, une partie de celui-ci étant

destiné au projet Manhattan qui a doté les États-Unis de l'arme atomique. Plus de 900'000 tonnes de stériles (déchets miniers) d'uranium ont été laissées sur place, dont 740 000 immergées dans le lac.

S'ajoutent les accidents. La chute, en 1978, du satellite espion soviétique Cosmos-954 et de son réacteur nucléaire, dans le nord du Canada, où plus de 120 000 km<sup>2</sup> ont été contaminés par de l'uranium enrichi et des produits de fission. Ou le crash, en 1968, d'un bombardier américain B-52 transportant des têtes nucléaires, près de Thulé (Groenland), où subsisterait «au moins un kilo de plutonium sur un rayon de 17 km».

## **OPÉRATIONS DE DÉCONTAMINATION**

Mais l'Arctique ne paie pas seulement la facture du passé. Les activités minières actuelles, de même que les forages pétroliers et gaziers - il y en a plus de 4 000 en Alaska, au-dessus du cercle polaire -, génèrent des déchets à "radioactivité naturelle renforcée".

Des opérations de décontamination ont certes été engagées, notamment à l'initiative du G8 et de pays européens. Mais les zones touchées sont immenses, la pollution disséminée et les crédits insuffisants. "Les gouvernements doivent faire preuve de transparence sur les produits radioactifs qu'ils ont entreposés ou dispersés. Et il faut organiser un suivi radiologique des sédiments, des poissons et des populations", plaide [Jacky Bonnemaïn](#). En attendant que le fragile Arctique bénéficie, un jour peut-être, d'un statut protecteur comparable à celui de l'Antarctique.

---

le 22-11-2012

### **Brennilis, une centrale nucléaire pour l'éternité**

Fabrice Nicolino

Source : <http://fabrice-nicolino.com>

*Ce texte a été publié le 7 novembre 2012 dans Charlie-Hebdo*

Ce devait être la vitrine du démantèlement des centrales nucléaires. C'est devenu une gabegie. Un foutoir dont les travaux ont commencé en 1985. Dernier gag : EDF ne sait plus où mettre les déchets, et ne peut donc plus démonter le réacteur. Ils vont finir par avoir la médaille. Dernier exploit en date de la nucléocratie méritante : Brennilis, une centrale nucléaire dont le démantèlement a commencé en 1985. Le bled d'à côté - 450 habitants - se trouve dans les Monts d'Arrée, au cœur de la Bretagne. Sur la carte postale, on peut voir une petite rivière - l'Elez -, deux affluents - le Roudoudour et le Roudouhir -, un marais - le Yeun Elez -, et le lac de Saint-Michel. Le tout fut très beau jusqu'en 1962, car c'est alors que le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) y commence la construction d'une centrale 100% française.

Brennilis est une modeste gagneuse : entre 1967 et 1985, elle produit 6'235 TWh (milliards de kWh), à comparer aux 10 TWh crachés chaque année par une centrale comme la bonne vieille Fessenheim. Après dix-huit ans de déambulateur et de pas de sénateur, on arrête tout en 1985, car les meilleures expériences ont une fin. Il ne reste plus qu'à démanteler, ce qui ne saurait être

que plaisanterie pour nos grandioses atomistes associés. Seulement, ça merdoie.

La commission Peon, qui a lancé tout notre programme électronucléaire, avait prévu un coût de démantèlement de 19,4 millions d'euros. La cour des Comptes, dans un rapport de 2005, l'établissait à 480 millions, soit la bagatelle de 25 fois plus. Et c'est loin d'être fini.

De 1985 à ces derniers jours, sans jamais se presser, nos excellents amis déchargent le combustible, vidangent les circuits, décontaminent et démontent les bâtiments. Sauf le réacteur, que l'on confine en attendant les beaux jours. Pendant des années, ces messieurs de l'atome promettent un « retour à l'herbe » en lieu et place de la centrale. Comme par un coup de baguette magique, il ne restera rien de cette si belle aventure. Le préfet du Finistère – entre 1992 et 1996 – Christian Frémont déclare en 1995 : «EDF, le CEA, les grandes entreprises et l'ensemble des intervenants ont déclaré leur intention de faire de cette opération une vitrine. Il faudra y veiller». Tu parles, Charles ! Frémont quitte son poste et vole vers des postes plus prestigieux : il sera directeur de cabinet de Borloo au ministère de l'Écologie, puis directeur de cabinet de Sarkozy entre 2008 et sa si malheureuse défaite de 2012.

Brennilis, pendant ce temps, rouille sur pied. Et fuit. Une étude de la Crii-Rad établit en 2007 que la centrale, qui n'a plus l'autorisation d'émettre quelque rejet radioactif que ce soit, continue à le faire. Il y a du tritium dans l'air et en certains points, des concentrations de 3 000 becquerels par kilo de césium 137, alors qu'on ne devrait pas en trouver plus de 50. Cette même année 2007, on apprend que le réacteur, une fois démantelé, ira croupir dans l'Ain (au Bugey), où doit l'accueillir une usine construite par EDF, au doux nom d'Iceda (Installation de conditionnement et d'entreposage de déchets activés).

Quand ? Mañana por la mañana, demain ou un autre jour. En 2007 toujours, le Conseil d'État annule un décret autorisant le démantèlement total pour «insuffisance d'information de la population». Pour une vitrine, ça la fiche bien. Commentaire inspiré de Bertrand Dubuis, responsable EDF de Brennilis, dans la foulée (Le Télégramme, 10 octobre 2007) : «Nous préparons actuellement un nouveau dossier. Nous le déposerons au mois de juin prochain en espérant pouvoir reprendre le chantier mi-2009 et réaliser le démantèlement total à l'horizon 2020».

Mais le mieux était encore à venir, et Charlie vous remercie d'avoir attendu si longtemps. Le 22 octobre 2012, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) envoie balader EDF, proprio de Brennilis, et lui refuse de procéder à un démantèlement complet. Tout est une fois de plus bloqué, et pour des années. La farce est particulièrement goûteuse, car l'explication l'est. Brennilis ne peut être démantelée, car ses déchets doivent aller dans l'Ain. Or, crotte de bique, le tribunal administratif de Lyon a annulé le permis de construire de l'usine Iceda, mettant tout le projet à terre.

Résumons pour les malentendants : le réacteur de Brennilis devait être envoyé dans l'Ain, et stocké dans une usine EDF spécialement conçue. Mais l'usine étant dans le lac, Brennilis est contrainte de conserver son réacteur jusqu'à des jours meilleurs, qui risquent de se compter en décennies. La nouvelle promesse des nucléocrates : la fin du démantèlement en 2025. On les croit sur parole.

---

le jeudi 20 septembre 2012 :

## **C'est l'été et les emmerdes commencent ou continuent**



L'été sur la plage

## **Séisme à 30km du site nucléaire de Cadarache**

Par - [Bouches-du-Rhône](#)

La terre a tremblé mercredi soir dans la région de Manosque à une trentaine de kilomètres du Centre atomique de Cadarache (Bouches-du-Rhône) implanté sur la faille sismique de la moyenne Durance. Plusieurs secousses sismiques ont été ressenties le 19 septembre, peu avant 21h, dans la région de Manosque (Alpes de Haute Provence) et dans une grande partie sud-ouest du département comme à Forcalquier et Villeneuve qui serait le centre du séisme. Il s'agit d'un séisme de magnitude 3,5 sur l'échelle de Richter.